



UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 410 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



+228 22 53 01 70 | pie@arise.net | www.pia-togo.com

Un partenariat public-privé entre



LA NOUVELLE TRIBUNE

JOYEUSES FÊTES

Hebdomadaire togolais d'Investigation, d'analyses, et de publicité

N° 416 du jeudi 18 décembre 2025 / Prix : 250 F CFA

P. 7

BOA-TOGO dénonce un faux compte Facebook



CARREFOUR D’AFFAIRES ET D’ÉCHANGES COMMERCIAUX

P. 3

La 20^{ème} FIL en chiffres...



UE-TOGO

P. 6

Une course populaire mémorable !



JAJ LUANDA 2025

P. 3

Beach Handball : Le Togo en argent et en bronze



CANALBOX

FIBREZ SANS FRAIS



PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

CANALBOX**FIBREZ
SANS FRAIS****PROFITEZ DÈS MAINTENANT
DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*****8866**

Celle de l'appel : 20 FCFA.

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription.

www.canalbox.tg**TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX
POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ**

CARREFOUR D’AFFAIRES ET D’ÉCHANGES COMMERCIAUX

La 20ème FIL en chiffres

Les rideaux sont tombés le dimanche 14 décembre 2025 sur la 20ème édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL) placée sous le thème évocateur : « 40 ans d’histoire, 20 éditions : un regard sur le passé, un cap sur l’avenir ». Une édition anniversaire marquée par une affluence record et une dynamique économique renforcée.

Yao KPOWOADAN



Ouverte le 28 novembre manifestation foraine a attiré



au Centre togolais des expositions et foires de Lomé (CETEF-Lomé), la plus de 803.000 visiteurs en 17 jours, dépassant largement les 706.000 enregistrés lors



de l’édition précédente. Exposants, promoteurs et visiteurs ont investi les

FOIRES	SUPERFICIE TOTALE (m²)	NOMBRE D'EXPOSANTS	NOMBRE DE VISITEURS	NOMBRE DES SPONSORS ET PARTENAIRES	NOMBRE DE PAYS PARTICIPANTS	B TO B		
						NOMBRE D'ENTREPRISES	NOMBRE DE RENCONTRES	NOMBRE DE PROMESSES
18ème FIL	18 500	1 200	599 000	29	20	107	647	170
19ème FIL	19 000	1 300	706 000	36	24	130	680	203
20ème FIL	20 000	1 150	803 000	45	26	297	827	240

différents pavillons pour découvrir une large gamme de produits, nouer des contacts d’affaires et effectuer des transactions commerciales.

Cette 20ème édition a réuni 1150 exposants venus de 26 pays, contre 1300 exposants et 24 pays en 2024. Si le nombre d’exposants a légèrement

se sont intensifiés. Les opérateurs économiques ont occupé une superficie totale de 20.000 m², en hausse par rapport aux 19.000 m² de l’édition précédente.

Les rencontres B2B ont connu un succès notable. 297 entreprises ont participé à 827 rendez-vous d’affaires,

débouchant sur 240 promesses commerciales. Une performance qui confirme le rôle croissant de la FIL comme plateforme stratégique d’échanges économiques, au-delà de son caractère grand public.

Selon Mme Judith Radji Djeri, Directrice Commerciale et Marketing du CETEF et représentante du Directeur Général, « le bilan est très globalement positif, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, avec une fréquentation record, des échanges commerciaux substantiels et une dynamique d’innovation renforcée ».

Autre chiffre clé, le nombre de partenaires et sponsors, qui passe de 36 en 2024 à 45 en 2025, traduisant l’engagement croissant du secteur privé autour de cet événement majeur.

Forte de ce succès, l’équipe du CETEF donne déjà rendez-vous aux acteurs économiques, partenaires et visiteurs pour la 21ème édition de la Foire internationale de Lomé, prévue entre fin novembre et début décembre 2026.

JAJ ANGOLA 2025

Beach Handball : Le Togo en argent et en bronze

L’équipe togolaise de beach handball a brillamment représenté le pays aux Jeux Africains de la Jeunesse 2025 à Luanda, en décrochant une médaille d’argent en finale face au Sénégal chez les hommes et une médaille de bronze face au pays hôte, l’Angola, chez les dames.



Le 15 décembre, elles tombent face à une solide équipe du Sénégal (0-2), mais ne tardent pas à réagir. Toujours le même jour, elles livrent un match serré et déterminé



contre l’Afrique du Sud, qu’elles finissent par dominer 2 sets à 1, validant ainsi leur qualification pour les demi-finales.

Ce mardi 16 décembre, les jeunes Éperviers ont croisé le fer avec le Kenya pour une place en finale. Malgré leur

combativité, elles s’inclinent dans cette rencontre intense, manquant de peu l’occasion de jouer pour l’or.

Déterminées à ne pas repartir bredouilles, les Togolaises retrouvent l’Angola dans la petite finale pour la 3ème place. Au terme d’un match

âprement disputé, elles ont battu le pays hôte aux tirs aux but (2-1). Une victoire qui leur permet de décrocher la médaille de bronze.

En finale face au Sénégal chez les Hommes, les Juniors ont sorti le grand jeu. Ils ont opposé aux Lions, une résistance farouche. Sauf que le Sénégal que le Togo avait battu dans la même compétition, a fini par prendre le dessus en finale, remportant ainsi la médaille d’or face à notre pays qui gagne la médaille d’argent.

Cette performance historique confirme le potentiel du beach handball au Togo.

JOURNÉE DU 09 DÉCEMBRE

L'Etat et le Secteur Privé ensemble contre la corruption

La lutte contre la corruption s'impose aujourd'hui comme l'un des enjeux majeurs du développement économique et social du Togo. Deux jours après la célébration de la Journée internationale de lutte contre la corruption, le 09 décembre, le ministère des Finances et du Budget, en collaboration avec la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption (HAPLUCIA), a organisé jeudi 11 décembre 2025 à Lomé, un atelier de dialogue public-privé autour du thème : « Ensemble pour relever le défi de la corruption au Togo ».

Yao KPOWOADAN

L'objectif de cet atelier est d'analyser les causes et les conséquences de la corruption et identifier, de manière concertée, des solutions durables impliquant à la fois l'État et le secteur privé.

« Cette rencontre traduit la volonté affirmée du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, d'ancrer la Vème République dans une gouvernance fondée sur la transparence, l'éthique et la redevabilité », a indiqué Essowé Georges Barcola, ministre des Finances et du Budget.

Le ministre des Finances et du Budget, Essowé Georges Barcola, a rappelé que la corruption constitue bien plus qu'un problème moral. « Elle est un frein majeur à la bonne gouvernance, à la justice sociale et au développement économique », a-t-il souligné, appelant chaque acteur public et privé à assumer sa part de responsabilité. Selon

lui, seule une collaboration étroite entre les deux secteurs permettra de bâtir « un Togo plus juste, plus transparent et plus prospère ».

S'inscrivant dans la vision présidentielle, le ministre a insisté sur la nécessité d'un changement profond de culture politique, fondé sur des résultats concrets et mesurables. Citant le Président du Conseil, il a rappelé que « la nouvelle République n'est pas une République d'intentions, mais une gouvernance de résultats, bâtie sur une exigence d'exemplarité ».

Le Togo a déjà posé plusieurs jalons importants, notamment par la ratification de conventions internationales et la mise en place d'institutions clés telles que la HAPLUCIA, la Cour des Comptes, l'ARCOP, la CENTIF ou encore l'Agence Togo Digital, chargée



d'accélérer la transformation numérique afin de réduire les opportunités de corruption.

Le secteur privé a apporté son soutien à cette dynamique à travers le Conseil National du Patronat (CNP-TOGO), l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) et bien d'autres organisations.

Laurent Tamegnon, président du Conseil National du Patronat, a réaffirmé son engagement en faveur d'un climat des affaires intègre et compétitif. « La transparence et l'intégrité ne sont plus de simples impératifs moraux, mais des exigences structurelles

pour renforcer la compétitivité du Togo », a-t-il déclaré, dénonçant une corruption qui fragilise la concurrence, détourne les ressources et mine la confiance entre l'État et les entreprises.

Les panels et débats ont permis de formuler des propositions concrètes, mettant l'accent sur le renforcement des mécanismes de contrôle, de suivi et de prévention. Les participants ont également salué la digitalisation des services publics et la création d'un département ministériel dédié à l'efficacité du service

public et à la transformation numérique, considérées comme des leviers essentiels.

Avec un coût estimé à près de 10 milliards de FCFA par an, la corruption reste un défi de taille. A travers cette mobilisation conjointe de l'État et du secteur privé, le Togo affiche sa détermination à faire de l'intégrité et de la transparence, un véritable moteur de développement et d'attractivité économique.

CYBERSÉCURITÉ

L'ANCy outille les journalistes face aux menaces du numérique

L'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) place les médias au cœur de sa stratégie de sensibilisation et de diffusion de l'information fiable en matière de cybersécurité. C'est dans cette optique qu'une session de formation, de sensibilisation et d'information a été organisée mardi 17 décembre 2025 à Lomé à l'intention des professionnels des médias.

Yao KPOWOADAN

Cette initiative s'inscrit dans la volonté de l'ANCy de renforcer la lutte contre la cybercriminalité et de promouvoir une véritable culture de la cybersécurité au Togo et, plus largement, en Afrique. Les médias sont appelés à jouer un rôle stratégique dans l'éducation des populations et la vulgarisation des bonnes pratiques numériques.

Selon le Directeur Général de l'ANCy, le Commandant Gbota Gwaliba, cette rencontre vise avant tout à « former les médias aux bonnes pratiques de cybersécurité afin

de les aider à protéger leurs actifs informationnels ».

Il a rappelé que les ordinateurs, serveurs, canaux de diffusion et comptes sur les réseaux sociaux constituent aujourd'hui des outils de travail essentiels pour les journalistes, mais aussi des cibles privilégiées pour les cybercriminels.

Cette rencontre a été une occasion pour les responsables de l'ANCy de présenter un bilan de leurs réalisations. Ainsi, sur le plan des réalisations, l'ANCy a entamé en 2025 la mise en œuvre de la stratégie nationale



de cybersécurité, notamment à travers son premier axe dédié à la promotion de la culture de la cybersécurité et au développement des compétences nationales.

Dans ce cadre, 250 informaticiens de l'administration publique suivent actuellement des formations certifiantes de haut niveau, représentant un investissement de plusieurs

centaines de millions de francs CFA, afin de renforcer durablement la protection des ressources informationnelles de l'État.

L'Agence œuvre également au renforcement de la coopération régionale à travers la signature d'accords et le déploiement d'outils techniques tels que le CERT (Computer Emergency Response Team), accessible

24 heures sur 24 pour le signalement des incidents. Une collaboration jugée indispensable face à un phénomène transnational comme la cybercriminalité.

Le Commandant Gbota Gwaliba a par ailleurs alerté sur la recrudescence des attaques par rançongiciels et des actes d'extorsion visant aussi bien les entreprises que les institutions, ainsi que sur les cyber violences, dont les femmes sont particulièrement victimes.

Il a enfin mis en garde contre les nouvelles formes d'escroquerie facilitées par l'intelligence artificielle, notamment les deepfakes.

Face à ces menaces croissantes, l'ANCy appelle journalistes et citoyens à devenir de véritables cyber acteurs responsables, capables de vérifier l'information, de signaler les incidents et de se former en continu.

CONSEIL NATIONAL DE CRÉDIT

L'essentiel à retenir de la dernière session de l'année

Le Conseil National de Crédit (CNC) s'est réuni en sa dernière session de l'année pour examiner essentiellement son projet de rapport au titre de l'année 2025 destiné au comité de politique monétaire. Selon les données disponibles, il en ressort que le taux d'endettement est ressorti à 62% du Produit Intérieur Brut (PIB) à fin juin 2025, après 65% du PIB à fin décembre 2024. Ce taux est toujours en dessous de la norme communautaire plafond de 70%.

Le Conseil National de Crédit (CNC) a examiné les conditions de financement de l'économie togolaise. Le CNC a tenu une session pour examiner les conditions de financement de l'activité économique au Togo.

Les échanges ont porté sur le projet de rapport annuel du Conseil National de Crédit (CNC) destiné au Comité de Politique Monétaire (CPM) sur l'évolution de la situation économique et du système financier en 2025, ainsi que sur le programme de travail du CNC pour 2026.

En ce qui concerne la situation économique, l'on notera une croissance maintenue à 6,2% en 2025.

Le taux de croissance

économique est attendu à 6,2% en 2025, grâce à la consolidation des activités dans les secteurs tertiaire et primaire. Le secteur tertiaire, notamment le trafic portuaire et le fret aérien, affiche une forte résilience, tandis que le secteur primaire bénéficie des mesures de soutien du gouvernement au secteur agricole.

Du côté de l'inflation et de l'endettement public, le ministre des Finances et du Budget, Georges Barcola, président statuaire du Conseil National de Crédit (CNC), indique des indicateurs favorables : « Le taux moyen d'inflation est ressorti à 0,6% à fin septembre 2025, contre 3,4% un an plus tôt, grâce à une offre locale de produits vivriers



suffisante et à la baisse des prix des produits énergétiques et alimentaires importés. Le taux d'endettement public est de 62% du PIB à fin juin 2025, en dessous de la norme communautaire de 70% ».

Le financement de l'économie retient l'attention du CNC qui parle d'évolutions encourageantes. En effet, le volume des nouvelles mises en place de crédit bancaires a progressé de 22% en un an pour atteindre 903 milliards à fin septembre 2025. Le coût du crédit a baissé, avec un taux d'intérêt débiteur moyen

de 7,5% sur les neuf premiers mois de 2025.

Malgré toutes les bonnes nouvelles annoncées, il reste et demeure des défis à relever. Le CNC invite les acteurs à relever les défis suivants : offrir des produits et instruments financiers innovants pour mobiliser les ressources de la diaspora ; accroître les financements destinés aux TPME, à l'habitat et à l'agriculture ; améliorer la qualité des services financiers ; poursuivre la digitalisation des services financiers tout

en assurant la sécurité des systèmes d'information.

Le CNC attend des propositions concrètes des Présidents de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF-Togo) et de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés (APSFD-Togo) pour relever ces défis.

Le président statuaire du Conseil national de crédit le ministre Barcola annonce par ailleurs l'arrivée au sein de cette structure de deux éminentes personnalités dont les contributions pour la bonne marche du conseil sont attendues. Il s'agit du ministre de l'Economie et de la Veille Stratégique, Badanam Patoki et du nouveau Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Madame Yawa Djigbodi Tsegan.

La mission du CNC, est d'étudier les conditions de fonctionnement du système bancaire et financier et d'évaluer les performances de l'économie.

TOGO

L'Assemblée nationale adopte un budget 2026 en hausse 14,8 %

Le budget 2026 intervient dans un contexte régional de resserrement budgétaire et des marges de manœuvre financières plus limitées.

Les députés togolais ont adopté, mardi 9 décembre 2025, en première lecture, le budget de l'État pour l'année 2026, arrêté à 2751 milliards de francs CFA. Le texte, présenté par le ministre des Finances et du Budget, Georges Barcola, traduit une hausse marquée de 14,8 % par rapport à l'exercice 2025, dans un contexte régional où plusieurs pays resserrent leurs politiques de dépenses.

Une trajectoire budgétaire expansive malgré des contraintes persistantes

Le projet initial transmis au Parlement fixait les prévisions de recettes et de dépenses à 2 740,5 milliards FCFA. Les ajustements opérés au cours des travaux de la Commission des finances restent modestes

— un écart d'environ 11 milliards FCFA — et n'en modifient pas la structure générale.

Le gouvernement met en avant un budget « réaliste » et conforme aux engagements inscrits dans la feuille de route de la transition institutionnelle engagée depuis 2024.

Près de la moitié des dépenses (48 %) sera consacrée aux secteurs sociaux, selon les documents parlementaires. L'exécutif justifie cet effort par la nécessité de consolider les acquis en matière d'éducation, de santé, d'accès à l'eau potable et à l'énergie, ainsi que de protection sociale. Ces investissements doivent permettre de soutenir la demande intérieure dans un



environnement international marqué par un ralentissement de la croissance et un coût de financement élevé.

Entre impératif de mobilisation des recettes et dépendance extérieure

Si le gouvernement affirme renforcer la mobilisation des recettes internes, la

soutenabilité du budget demeure un sujet de préoccupation pour certains parlementaires. L'opposition, bien que minoritaire, a souligné le poids persistant des financements extérieurs dans l'équilibre budgétaire, ce qui alimente un débat récurrent sur la résilience financière du pays.

Les autorités défendent, pour leur part, une stratégie visant à limiter progressivement le recours aux emprunts non concessionnels. La progression des dépenses est justifiée par les priorités sociales mais aussi par la poursuite d'investissements destinés à moderniser les infrastructures publiques et à accompagner la croissance économique, qui demeure projetée au-dessus de la moyenne régionale, avait indiqué Lomé.

Un budget désormais attendu au Sénat

Après cette première lecture, le texte doit être examiné par le Sénat, conformément aux dispositions introduites par la Constitution de la Ve République.

UE - TOGO

Une course populaire mémorable !

Les artères de la capitale togolaise, notamment la commune Agoè-Nyivé 1, ont vibré au rythme du sport et de la solidarité samedi dernier 13 décembre 2025, à l'occasion d'une grande course populaire organisée sous le parrainage du Ministère délégué auprès du Ministre du Développement à la Base, chargé de la Jeunesse et des Sports. L'initiative, portée par la Délégation de l'Union européenne au Togo en collaboration avec la Fédération Togolaise d'Athlétisme (FTA) et UNICEF Togo, s'inscrit dans le cadre de la campagne « Agir Ensemble ».

Nicolas EDORH



Placée sous le signe de la solidarité, du partage et de l'engagement en faveur des droits de l'enfance, cette course a rassemblé plus de 1 000 participants sur le terrain du lycée d'Agoè-Nyivé 1. Jeunes, enfants, athlètes confirmés et amateurs ont répondu massivement à l'appel, dans une ambiance

l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme. Pour le diplomate européen, le sport constitue un puissant levier de rassemblement et de dialogue, permettant de valoriser les droits de l'enfance tout en mettant en lumière une coopération dynamique



festive et conviviale.

L'Ambassadeur de l'Union européenne au Togo, Gwilym

et multiforme entre les deux partenaires. La présidente de la Fédération



Ceri Jones, s'est réjoui de cette forte mobilisation. Il a salué « un moment de liesse populaire », illustrant la vitalité du partenariat entre l'Union européenne et le Togo, à

Togolaise d'Athlétisme, Mme Falilatou Dogo, a souligné l'engouement exceptionnel suscité par l'événement. Elle s'est félicitée d'une part de la participation massive des jeunes et d'autre part, de



la découverte de nouveaux talents prometteurs, notamment lors de la course d'un kilomètre dédiée aux tout-petits. « C'est un message fort en faveur

performances internationales des athlètes togolais, avec des médailles remportées aux Championnats d'Afrique de l'Ouest, aux Jeux de l'ACNOA et aux Jeux islamiques. Autant

que le Togo est « sur la bonne voie ». Cette course populaire a ainsi démontré que le sport peut être un formidable vecteur de mobilisation citoyenne, de



de la protection et du bien-être des enfants », a-t-elle déclaré, rappelant que le sport reste

de résultats qui confirment l'ascension progressive de l'athlétisme togolais sur

cohésion sociale et d'espoir pour la jeunesse.



un outil essentiel d'inclusion et de sensibilisation.

Mme Dogo a également dressé un bilan élogieux de la saison 2025 de la Fédération Togolaise d'Athlétisme (FTA), marquée par de nombreuses

la scène continentale et internationale.

Récompensée récemment par le Prix Bambra pour son engagement en faveur de l'inclusion des jeunes filles et des femmes dans le sport, la présidente de la FTA estime

POLITIQUE SOCIALE

Lancement ce jeudi d'un vaste programme de transferts monétaires pour 700 000 personnes vulnérables

Le gouvernement s'apprête à lancer ce jeudi 18 décembre 2025, un programme national de protection sociale ciblant plus de 700 000 personnes vulnérables sur l'ensemble du territoire national.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la politique sociale du pays, est présentée par les autorités comme une réponse aux défis économiques et sociaux persistants, notamment la hausse du coût de la vie et la

précarité.

Ces transferts viennent prolonger des dispositifs similaires antérieurs, ayant déjà mobilisé plus de 1,1 milliard FCFA au profit de 142 722 personnes entre août 2024 et août 2025.

Le programme bénéficie

d'un appui significatif de partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale via son groupe BIRD-IDA, qui soutient l'extension des transferts monétaires aux ménages extrêmement pauvres.

La stratégie repose sur l'utilisation de registres sociaux nationaux fiables et de plateformes numériques de distribution pour garantir un ciblage efficace.

SOUTIEN AUX RÉFORMES STRUCTURELLES

84 milliards FCFA de la Banque Mondiale en faveur du Togo

Le Groupe de la Banque mondiale vient d'approuver une enveloppe de 150 millions de dollars (environ 84 milliards de FCFA) en faveur du Togo, dans le cadre d'une opération de l'Association internationale de développement (IDA). Ce financement, premier d'une série programmatique étalée sur trois ans, vise à soutenir un vaste programme de réformes structurelles destiné à stimuler l'investissement privé, créer des emplois de qualité et consolider les fondations d'une croissance plus inclusive et résiliente.

Pensée comme un levier de transformation de l'économie togolaise, cette opération s'attaque aux principaux goulots d'étranglement qui freinent encore l'initiative privée. L'agriculture, pilier de l'emploi, figure en bonne place. En effet, les réformes soutenues par la Banque mondiale visent à améliorer la productivité grâce à la sécurisation foncière et à un meilleur accès au financement pour les petits exploitants.

L'autre axe stratégique porte sur les infrastructures. Les réformes ciblent les secteurs de l'énergie, du numérique et de la logistique, avec l'objectif de réduire les coûts de production et de renforcer la compétitivité du pays. À cela

s'ajoute une volonté affichée de mobiliser davantage de capitaux privés, en améliorant l'attractivité du Togo pour les investissements directs étrangers (IDE).

Au cœur du nouveau dispositif de la Banque mondiale

La formalisation des petites et moyennes entreprises (PME) constitue également un pilier du programme. En parallèle, les autorités entendent renforcer l'adéquation entre formation et besoins du marché du travail, notamment à travers des réformes de l'enseignement technique et professionnel.

« S'il est pleinement mis en



œuvre, ce programme triennal marquera une étape décisive pour le développement du secteur privé au Togo », souligne Justin Beleoken Sanguen, représentant résident par intérim de la Banque mondiale pour le pays. Selon lui, l'ensemble des réformes pourrait permettre de mobiliser jusqu'à 800 millions de dollars de capitaux privés additionnels et d'améliorer les conditions d'emploi de près de 73 000 personnes sur une période de cinq ans.

Cette première phase comprend des mesures jugées structurantes. Parmi elles, la création de l'Agence nationale du domaine et du foncier (ANDF), chargée de

coordonner les politiques foncières et d'accélérer la délivrance des documents de propriété, un enjeu central pour l'investissement agricole et immobilier.

Dans le secteur de l'énergie, la révision des statuts de la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) doit renforcer sa gouvernance et ouvrir la voie à une participation accrue du secteur privé, notamment dans les énergies renouvelables. Côté numérique, l'instauration d'un plafond pour les prix de gros du haut débit vise à stimuler la concurrence et à élargir l'accès aux services digitaux.

Le dispositif inclut également

un renforcement de la protection juridique des investissements étrangers et une plus grande mobilité entre l'enseignement général et la formation technique, afin d'élargir le vivier de compétences disponibles pour les secteurs productifs.

En misant sur une approche programmatique, la Banque mondiale entend accompagner le Togo sur la durée, avec une succession de réformes étroitement liées aux priorités nationales.

BANQUE

BOA-TOGO dénonce un faux compte Facebook

Bank of Africa Togo (BOA-TOGO) met en garde sa clientèle et le grand public contre l'existence d'un compte Facebook frauduleux qui usurpe son identité. Ce faux profil reproduit le nom et relaie des contenus attribués à la banque, dans le but de diffuser de fausses informations et de tromper les internautes.

L'institution bancaire appelle à une vigilance accrue et précise que ce compte n'entretient aucun lien officiel avec BOA-TOGO. À ce titre, elle rappelle que sa seule et unique page

Facebook officielle demeure accessible à l'adresse suivante : <https://www.facebook.com/BOATOGO>

Dans un souci de protection



des usagers, BOA-TOGO exhorte formellement ses

clients à ne communiquer aucune donnée personnelle ou bancaire à travers ce canal frauduleux.

Face à ces manœuvres assimilables à des tentatives d'escroquerie, la banque indique se réserver le droit de saisir les autorités compétentes afin que des poursuites judiciaires soient engagées contre les auteurs de ces actes malveillants.



Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjolé - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINOU

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
2.500 exemplaires

SPÉCIALE PROMO

AZANBOKO | M'NA KAZANDO

2026

VIVEZ LA FIN D'ANNÉE AUTREMENT
AVEC BB LOMÉ

